

de malheur, monsieur le Président, pour dire avec certitude que dans 15 ans, dans 20 ans, ce ne sera plus 35c. de chaque dollar des Canadiens qui ira au service de la dette, mais ce sera peut-être chaque dollar qu'il enverra... On ne peut pas faire cela aux Canadiens, aux générations futures!

Monsieur le Président, je vois que vous me signalez que mon temps est déjà écoulé. Je veux inviter les députés de toute la Chambre à considérer le sérieux de la situation et à appuyer les mesures avancées par le ministre des Finances dans le Budget.

[Traduction]

M. Marchi: Monsieur le Président, les députés de ce côté-ci de la Chambre ont écouté le discours du ministre sans broncher, pendant les 20 dernières minutes. Il est très difficile de séparer le vrai du faux, car le ministre n'a rien dit sur un certain nombre de questions dont le gouvernement doit se préoccuper.

Le ministre pourrait-il expliquer pourquoi, pendant la dernière campagne électorale, les députés du gouvernement ne se sont pas exprimés aussi franchement que maintenant? Ils insistent maintenant sur l'ampleur du déficit, sur la nécessité de faire des sacrifices, de récupérer les allocations familiales et la sécurité de la vieillesse et d'augmenter les impôts. S'il était si important en janvier et en février 1989 de parler aux Canadiens de perspectives économiques, n'était-il pas aussi important de le faire en septembre, en octobre et en novembre 1988?

S'il est si important maintenant de hausser les impôts, comment le ministre s'y prendra-t-il pour expliquer aux familles moyennes de sa circonscription du Nouveau-Brunswick que si leurs revenus familiaux sont déjà au bas de l'échelle, c'est-à-dire si elles gagnent entre 25 000\$ et 30 000\$, leurs impôts représenteront maintenant, après cinq budgets fédéraux, 60 p. 100 de plus de ce qu'ils payaient en 1984?

Entre temps, les riches de sa circonscription et d'ailleurs, qui gagnent 100 000\$ et plus, ne verront leurs impôts augmenter que de 8 p. 100.

Je voudrais qu'il explique à la Chambre et à ses électeurs comment cette situation peut être juste, comment le régime fiscal peut être juste. Peut-être les Canadiens auront-ils alors une meilleure idée de ce que le gouvernement est véritablement en train d'essayer de faire.

Le budget—M. Valcourt

M. Valcourt: Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de répondre à mon collègue du Parti libéral. A l'entendre formuler sa question, on dirait qu'il sous-estime la dette nationale, la dette de tous les Canadiens, de tous les enfants, la dette dont chacun doit assumer une part. Il a dit que ce n'était pas suffisamment important pour qu'on en ait parlé au cours de la dernière campagne électorale. Au contraire, tout comme le ministre des Finances et le premier ministre, je m'en suis fait un devoir. Nous avons parlé du déficit.

M. Crawford: Non!

M. Marchi: Ces discours-là étaient écrits à l'encre sympathique.

M. Valcourt: Mon distingué collègue le nie. Je l'invite donc à lire les discours qui ont été prononcés au cours de la campagne par différents ministres, différents candidats au nom de notre parti.

M. Marchi: Déposez-les.

M. Valcourt: Là n'est pas la question. C'est bien un autre exemple de la mentalité passiste du Parti libéral du Canada. Les membres de ce parti préféreraient s'attarder aux événements de novembre alors qu'un défi a été lancé à tous les Canadiens d'un océan à l'autre pour conjurer le fléau de l'endettement qui nous frappe tous. Non, ce n'est pas assez grave pour le député. Il préférerait en rester au passé et parler des histoires de jadis. Ce qui importe plutôt, c'est ce qui arrivera demain.

• (1530)

Le parti libéral n'a pas trouvé la solution et il n'en propose aucune. Les libéraux n'ont pas été des Canadiens dignes de ce nom à la Chambre, car ils n'ont pas montré au ministre des Finances en quoi il s'était trompé et ne lui ont proposé aucune solution de rechange. Ils en ont été incapables parce qu'ils n'ont pas la moindre idée de ce qui se passe. Le critique en matière de finances du Parti libéral avait une opinion sur la situation financière, sur ce que devrait être la teneur du budget. Tous les membres du caucus, leur chef y compris, ont opposé un démenti aux propos du député d'Etobicoke—Nord (M. MacLaren). Il ne peut même pas poser une question à la Chambre. Le critique officiel du Parti libéral est réduit au silence depuis combien de jours? Allez expliquer cela aux Canadiens. Pourquoi est-il muselé? Pourquoi le député d'Etobicoke—Nord est-il muselé?

Une voix: C'est Shirley Martin qui est muselée, pas nous.